

Alors que s'engage la Semaine du désarmement des Nations Unies, nous trouvons de par le monde des raisons nouvelles d'espérer. À Genève, les États-Unis et l'Union soviétique ont repris leurs négociations bilatérales sur les armements nucléaires et spatiaux. Le mois prochain, le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev se rencontreront pour la première fois lors d'une réunion au sommet. La Troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, qui vise à empêcher la prolifération des armes nucléaires, s'est achevée sur une note constructive en septembre quand les membres ont adopté le Document final par consensus. Cet heureux aboutissement a montré qu'il était possible de retirer des résultats positifs du processus multilatéral de négociations, lorsque les participants sont mus par un désir véritable de collaborer.

Voilà tous des développements positifs. Pourtant, on ne peut nier qu'il subsiste des obstacles réels au progrès. Ainsi, il nous sera difficile de parvenir à une sécurité mondiale plus grande à des niveaux d'armements, tant nucléaires que classiques, moins élevés. Pour sa part, le gouvernement canadien a cherché à revitaliser le processus de négociation afin de raffermir la paix et la sécurité dans le monde. Nous avons établi notre propre Programme d'action pour la deuxième moitié de la Seconde Décennie du désarmement. En outre, même si nous comptons concentrer nos ressources diplomatiques et techniques sur la recherche de solutions pratiques à des problèmes de négociation spécifiques, tout particulièrement ce qui concerne la vérification des accords, nous entendons aussi parallèlement user plus fréquemment de nos voies de communication au niveau politique à l'appui de négociations positives et sérieuses.

Notre objectif à cet égard est clair. Nous voulons éliminer les risques de guerre à l'ère du nucléaire. Nous voulons en somme aider à assurer la survie de l'humanité.

Au Canada, le gouvernement cherchera à sensibiliser le public, notamment au moyen du Fonds du désarmement. Grâce au Fonds, qui est doté d'un budget de plus de 700 000 \$ cette année, nous encourageons les organisations non gouvernementales et les particuliers intéressés à discuter de la question, ainsi qu'à faire des recherches et à diffuser de l'information sur le sujet. Le Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements, qui se réunit périodiquement avec l'ambassadeur au désarmement, M. Douglas Roche, et avec des officiels du gouvernement, est devenu une importante tribune pour l'échange d'opinions. Il tiendra sa deuxième réunion de l'année du 31 octobre au 2 novembre, à Ottawa. Enfin, le Bulletin du désarmement sera un important véhicule d'information au Canada.